

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
Bureau de l'Environnement
et des Espaces Naturels

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

du 04 FEV. 1999

prescrivant une étude complémentaire, en vue de la mise en sécurité
du site de la carrière de la Société des CARRIÈRES DE SAINT-NABOR,
aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker", communes de SAINT-NABOR et OTTROT

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles 1, 6 et 23, et son décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977, notamment ses articles 3 et 18,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, notamment son article 12.2,
- VU le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci et notamment son article 32 fixant les dispositions transitoires applicables aux carrières légalement ouvertes avant le 1er octobre 1971
- VU la déclaration des droits acquis présentée le 13 avril 1972 par la Société des Carrières de SAINT NABOR, dont le siège social est rue des carrières 67530 SAINT-NABOR, ci-après dénommée "l'exploitant", en vue de la poursuite, pour une durée de 30 ans, de l'exploitation de la carrière de roche massive des communes d'OTTROT et de SAINT-NABOR, aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker", ci-après dénommée "carrière de SAINT-NABOR",
- VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1989 réglementant les conditions d'exploitation de la carrière de SAINT-NABOR,
- VU la demande présentée le 1er juin 1995 par l'exploitant, de modification des conditions d'exploitation en vue de la mise en sécurité du site de la carrière, prescrite par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1989,
- VU les avis des conseils municipaux et des services, ainsi que les avis exprimés au cours de l'enquête publique du 16 août au 16 septembre 1995,
- VU l'avis du 15 décembre 1995 de la commission d'enquête,
- VU la "Note de synthèse sur la mise en sécurité des carrières de SAINT-NABOR" du Cabinet JPA Consultants (JPAC) 69300 CALUIRE, établie avec la participation de l'exploitant en mai 1998 à la demande de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire),
- VU la "Note de synthèse sur la mise en sécurité des carrières de Saint-Nabor et d'Ottrott – solutions techniques envisagées au 18 août 1998" du Cabinet JPA Consultants, adressée par le Président du Conseil général au Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le 1^{er} septembre 1998,

- VU la lettre préfectorale du 17 septembre 1998 à l'exploitant, lui demandant de présenter pour les fronts d'OTTROTT une solution de mise en sécurité "totale", c'est-à-dire permettant, d'une part, d'exclure de façon pérenne le risque d'effondrement en masse des fronts et, d'autre part, de circonscrire le risque de chutes de blocs à une zone rendue inaccessible de façon pérenne, avec deux options au moins, l'une comparable à celle proposée pour les fronts de Saint-Nabor, par gradins sans calage par remblaiement en pied de falaise, l'autre, avec calage réutilisant les matériaux du haut de falaise afin de minimiser la consommation d'espace,
- VU les lettres en réponse de l'exploitant des 23 octobre et 20 novembre 1998, transmettant la lettre du 2 octobre 1998 du Cabinet JPA Consultants et les plans annexés, indiquant que la solution de mise en sécurité des fronts d'Ottrott présentée en 1995 par l'exploitant supprimait le risque d'effondrement en masse, mais qu'il était possible de réduire les volumes de terrassement nécessaires à la mise en sécurité,
- VU la convention du 1^{er} octobre 1998 entre l'Etat et la Communauté des communes du canton de ROSHEIM en vue de déterminer la possibilité de réaliser un parc paysager et botanique à l'emplacement de la carrière de SAINT-NABOR,
- VU le rapport du 21 décembre 1998 du Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- U l'avis de la Commission départementale des carrières du 7 janvier 1999,
- APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,
- CONSIDÉRANT que l'autorisation d'exploitation de la carrière de SAINT-NABOR expire le 13 avril 2002,
- CONSIDÉRANT qu'après la cessation de l'exploitation, les lieux devront avoir été remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- CONSIDÉRANT en particulier, que la carrière devra avoir été mise en sécurité d'une façon permettant, d'une part, d'exclure de façon pérenne le risque d'effondrement en masse des fronts et, d'autre part, de circonscrire le risque de chutes de blocs à une zone rendue inaccessible de façon pérenne,
- CONSIDÉRANT que le projet de mise en sécurité des fronts de SAINT-NABOR (autres que le secteur de la carrière ATHEN) établi par le Cabinet JPA Consultants en mai 1998 à la demande du Conseil général permettrait une mise en sécurité de cette partie de la carrière de SAINT-NABOR avec une réduction de la consommation d'espace notable par rapport au projet présenté par l'exploitant le 1^{er} juin 1995,
- CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en sécurité le secteur de la carrière ATHEN des fronts de SAINT-NABOR,
- CONSIDÉRANT que le projet de mise en sécurité des fronts d'OTTROTT présenté par l'exploitant le 1^{er} juin 1995 permettrait, selon l'avis du 2 octobre 1998 du Cabinet JPA Consultants, une mise en sécurité de cette partie de la carrière, mais qu'il convient d'étudier la possibilité d'une réduction de la consommation d'espace, notamment en vue de rester, si possible, à l'intérieur des limites actuelles du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'OTTROTT,
- CONSIDÉRANT la nécessité de faire valider, au plan de la sécurité, les solutions de mise en sécurité proposées, par un expert géomorphologue extérieur choisi en accord avec l'administration,
- CONSIDÉRANT la nécessité de faire valider, au plan de l'insertion dans le paysage, les solutions reconnues comme permettant une mise en sécurité des fronts, par un expert paysager extérieur choisi en accord avec l'administration,
- SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Objet de l'étude à remettre et délai

La Société des Carrières de Saint-Nabor, dont le siège social est rue des carrières 67530 SAINT-NABOR, ci-après dénommée "l'exploitant", remettra, dans un délai de trois semaines, un projet global, répondant aux prescriptions ci-après, en vue de la mise en sécurité des fronts d'OTTROTT et de SAINT-NABOR de la carrière de SAINT-NABOR prescrite par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1989, et en complément de la demande qu'elle a déposée à cet effet le 1^{er} juin 1995.

Article 2 : Objectifs généraux de la mise en sécurité

Ce projet de mise en sécurité devra, d'une façon générale :

- avoir pour but de remettre le site "dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976" (relative aux installations classées),
- permettre, d'une part, d'exclure de façon pérenne le risque d'effondrement en masse des fronts et, d'autre part, de circonscrire le risque de chutes de blocs à une zone rendue inaccessible de façon pérenne,
- réduire la consommation d'espace par rapport au projet présenté dans la demande de l'exploitant du 1^{er} juin 1995,
- minimiser les volumes à abattre et corrélativement, la durée de la mise en sécurité,
- présenter une insertion satisfaisante des fronts dans le paysage, au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

Article 3 : Fronts d'OTTROTT

Concernant les fronts côté OTTROTT, la mise en sécurité proposée devra :

- minimiser la consommation d'espace par rapport à la solution présentée par l'exploitant le 1^{er} juin 1995 et, si possible, respecter les limites actuelles du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'OTTROTT, par exemple avec remblaiement en pied de fronts, à l'aide des matériaux prélevés en haut des fronts.

Article 4 : Fronts de la carrière ATHEN côté SAINT-NABOR

Concernant la partie carrière ATHEN des fronts côté SAINT-NABOR, la mise en sécurité proposée devra :

- minimiser la consommation d'espace et, si possible, respecter, les limites de la clôture posée en 1993, par exemple avec remblaiement en pied de fronts, à l'aide des matériaux prélevés en haut des fronts.

Article 5 : Fronts de SAINT-NABOR (autres que ceux d'ATHEN)

Concernant les fronts côté SAINT-NABOR, autres que ceux de la carrière ATHEN, la mise en sécurité pourra être proposée sur la base du projet figurant dans la note du Cabinet JPA Consultants d'août 1998, réduisant notablement la consommation d'espace par rapport au projet déposé par l'exploitant le 1^{er} juin 1995.

Article 6 : Validation

Le projet de mise en sécurité présenté devra, dans ses différentes parties :

- être validé au plan sécurité par un expert géomorphologue extérieur choisi en accord avec l'administration,
- être validé au plan de l'insertion paysagère par un expert paysagiste extérieur choisi en accord avec l'administration.

Article 7 : Phasage et coût de la mise en sécurité

Le projet de mise en sécurité présenté devra comporter, pour chacune de ses parties, un phasage de la réalisation, la mise en sécurité devant obligatoirement s'effectuer du haut des fronts vers le bas.

L'exploitant fournira, pour le projet de mise en sécurité présenté, sur la base des prescriptions précédentes, les éléments de calcul du montant des garanties financières prévus à l'annexe 2, paragraphes 2 a) (schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état) et 2 b) (évaluation détaillée et exhaustive des coûts de remise en état), de l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, notamment des délais, il sera fait application des sanctions prévues par la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées.

Article 9 : Frais

Les frais inhérents aux prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 10 : Ampliation - Publicité

○ Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Société des carrières de SAINT-NABOR et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de MOLSHEIM,
- M. le Maire d'OTTROTT,
- Mme le Maire de SAINT-NABOR,
- M. le Directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur régional de l'environnement,
- M. le Directeur régional des affaires culturelles d'Alsace,
- M. le Directeur régional de l'Office national des forêts,
- M. le Commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (trois exemplaires).

- * D'autre part, un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins des Maires d'OTTROTT et de SAINT-NABOR.

LE PRÉFET,

Signé

Philippe MARLAND

Sur ampliation,

P. le PRÉFET
Le Chef de Bureau



E. Le Seigle

M.E. LE SEIGLE

Délai et voie de recours (article 14 de la loi du 19 juillet 1976 précitée)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée.
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...) dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.